

# Déclaration du Forum sur le droit à l'énergie

Bruxelles le 20 juin 2019



Alors que les prix de l'énergie continuent d'augmenter, des millions de personnes en Europe font face à la précarité énergétique avec des conséquences dramatiques : incapacité de payer les factures d'énergie, logement insalubre et indécent, coupures de courant. L'accès à l'énergie peut être une question de vie ou de mort et c'est une condition pour vivre une vie digne.

Dans le même temps, le chaos climatique s'accélère, ses impacts s'aggravant en Europe tandis que les habitant-e-s des pays du Sud sont en première ligne de catastrophes naturelles causant pertes de vies humaines et des déplacements de population.

Il est maintenant reconnu que notre système énergétique a échoué tant au niveau de la justice sociale que du climat, contribuant à une crise de santé publique, en privant les plus précaires d'accès à l'énergie, à la racine d'un gaspillage massif d'énergie, de pollution des sols et de l'eau et réchauffant notre climat. Alors que les jeunes et les mouvements sociaux se mobilisent, nous sommes à un moment charnière.

Les impératifs climatiques et la justice sociale sont souvent opposés. Nous rejetons cette division : l'urgence climatique est l'occasion de construire un monde meilleur pour citoyen-ne-s et travailleur-se-s. En tant que mouvement, nous nous engageons à travailler ensemble et à construire des mouvements forts pour gagner la bataille du climat et de la justice sociale.

**Nous réclamons un nouveau système énergétique qui place les personnes et la planète avant les profits :**

1. **Reconnaître que l'accès à l'énergie est un droit humain fondamental et un bien public qui doit être protégé par des politiques efficaces.** La pratique inhumaine des coupures de courant mettant la vie des personnes en danger devrait être interdite par la loi. Un soutien immédiat devrait être fourni à toutes celles et ceux qui n'ont pas les moyens d'éclairer, de chauffer ou de rafraîchir leur maison.
2. **La démocratisation du système énergétique, en plaçant l'énergie dans les mains du public et des citoyen-ne-s, est une condition nécessaire pour assurer une transition juste vers les énergies renouvelables.** Les personnes ont le droit de décider comment et où leur énergie est produite et de participer à des projets communautaires d'énergies renouvelables : des réglementations doivent être développés pour garantir ces droits.
3. **Réduire la demande globale en énergie en améliorant l'efficacité énergétique des logements.** Des programmes de rénovation massifs permettraient de remédier à la crise du logement en Europe, alors que des millions de personnes n'ont pas accès à un logement ou vivent dans des logements qui les rendent malades, gaspillent de l'énergie et réchauffent notre climat, tout en créant des millions d'emplois qualifiés et bien rémunérés et en réduisant nos émissions. L'Union européenne devrait jouer un rôle décisif dans la levée des fonds et mobiliser les voix politiques en faveur de tels programmes.

**Nous invitons activistes, mouvements sociaux, travailleur-se-s et syndicats à former des coalitions aux niveaux national et européen afin de garantir une transition énergétique équitable pour tous.**

**Nous appelons toutes les institutions européennes et les gouvernements nationaux à prendre les décisions ambitieuses nécessaires en cette période de crise.**

